

LE COMMERCE INFORMEL : ÉVOLUTION DES APPROCHES DANS LE TEMPS ET DANS L'ESPACE

INFORMAL TRADE: DEVELOPMENT OF APPROACHES IN TIME AND SPACE

Caroline STAMM, Kossiwa ZINSOU-KLASSOU et René-Paul DESSE

Résumé

Depuis la naissance du terme « informel » au début des années 1970, des travaux, issus essentiellement de l'économie, mais également de la sociologie et de l'anthropologie ont étudié le commerce informel dans ce qui était alors appelé les pays du Tiers Monde puis les « pays en voie de développement ». La géographie s'est, quant à elle, intéressée principalement à l'expression visible du commerce informel, c'est-à-dire au commerce de rue ou ambulant au travers d'études souvent monographiques et empiriques. Plus récemment, des analyses ont renouvelé ces travaux dans le cadre des transformations urbaines contemporaines en abordant les effets des politiques patrimoniales, néo-modernistes et néo-libérales sur le commerce de rue dans les centres, ainsi que les effets de la métropolisation sur le commerce et sur les consommateurs. Enfin, de rares études ont été menées sur les liens entre commerce informel, mondialisation et NTIC.

Mots-clés

commerce de rue, ville, acteurs, réseaux, transformation urbaine

Abstract

Since the introduction of the term "informal" in the early 1970s, research work, deriving mainly from the economy, but also from sociology and anthropology, has examined informal trade in what was then called the Third World and now the "developing countries". Geography, on the other hand, has focused mainly on the visible expression of informal trade, that is to say, on street or itinerant vending through often monographic and empirical studies. More recent analyses have renewed this work in the context of contemporary urban transformation by addressing the effects of heritage, neo-modernist and neo-liberal policies on street vending in the centres, and the effects of metropolisation on trade and consumers. Finally, few studies have been conducted on the relationship between informal trade, globalization and NTIC.

Keywords

street vending, city, actors, networks, urban transformation

La différenciation entre économie formelle et informelle a été réalisée au milieu des années 1970 par de grandes institutions internationales comme la Banque Mondiale ou le Bureau International du Travail, avec l'idée de faire jouer un rôle à cet ensemble dans les politiques de développement, où le secteur informel « amalgame des laissés-pour-compte du développement et des futurs salariés formels, avait pour destin de se réduire jusqu'à disparaître » (Lautier, 2004*). Mais, en réalité, les premières études ont surgi de l'observation du terrain dès le début des années 1970 (Le

Pape, 1983*). La création du terme « informel » est attribuée à K. Hart, à partir d'une étude empirique d'anthropologie économique sur le Ghana (1973*). Plusieurs auteurs dont P. Hugon ont fait remarquer que, pour la première fois, les concepts et les méthodes d'analyse utilisés ont dérivé des études menées à propos des pays sous-développés par des chercheurs qui, de plus en plus, étaient des ressortissants de ces pays (Hugon, 1980*). Plusieurs courants, essentiellement issus de l'économie, ont marqué les réflexions théoriques sur l'informel depuis les années 1970.

Tout d'abord, le courant dualiste (Tokman, 1978*) défendait l'idée de l'insuffisance d'opportunités de travail dans le secteur formel pour absorber la main-d'œuvre disponible. Il a été suivi par le courant structuraliste (Castells et Portes, 1989*), qui montre que l'informalité permet de réduire les coûts du travail et d'augmenter la compétitivité des firmes capitalistes. Le troisième courant, légaliste, a été incarné par De Soto (1987*), qui démontrait, dans le cas du Pérou, que les prix de la légalisation étaient inaccessibles pour les petits entrepreneurs. L'économie informelle était considérée comme une réponse au poids excessif de l'État au niveau de la fiscalité et des réglementations bureaucratiques. La conceptualisation de l'informalité a donc évolué d'un secteur regroupant les exclus du secteur formel à celle d'un secteur, non plus subi, mais choisi par les acteurs économiques. Ceux-ci sont des entrepreneurs, qui accumulent capital et bénéfices, et qui peuvent transformer leurs activités en commerces formels allant dans le sens des politiques néo-libérales des grandes institutions internationales, en justifiant le désengagement de l'État par la promotion de l'auto-entrepreneuriat et le renforcement des capacités des pauvres.

I. LE COMMERCE INFORMEL DANS LES PAYS DU SUD, UN OBJET D'ÉTUDE POUR LA GÉOGRAPHIE DU COMMERCE DEPUIS LES ANNEES 1970

Le commerce informel a fait l'objet de divers travaux en Afrique, en Amérique latine et en Asie, dans une perspective monographique ou comparative entre plusieurs villes et plusieurs pays. En revanche, peu de travaux se sont intéressés à ces activités en France et dans les pays occidentaux et ils sont généralement le fait des anthropologues ou des sociologues. Dans ces pays, le commerce de rue est considéré comme un secteur d'activité marginal, un ensemble de pratiques commerciales cantonnées aux quartiers accueillant une forte communauté de migrants et immigrés ou de nombreux touristes (François, 2004 ; Tonnelat, 2007*) ou bien, encore, aux couloirs du métro parisien (Costes, 1994*). La géographie du commerce s'est avant tout intéressée à l'étude du commerce informel au travers de son expression visible dans le paysage, ce qu'on appelle également le commerce de rue ou le commerce ambulancier. Peu d'études ont cherché à définir, délimiter et conceptualiser le

commerce informel. Parmi elles, le géographe J. Monnet a proposé une représentation systémique et conceptuelle de ce phénomène à partir de recherches réalisées sur des métropoles d'Amérique latine (Monnet, 2006a). Partant des trois expressions commerce informel, de rue et ambulancier, termes les plus fréquemment employés pour décrire ces activités, cet auteur définit trois dichotomies : formel/informel, public/privé et ambulancier/fixe, qui permettent de caractériser ces activités commerciales. Il n'y a pas d'un côté les activités formelles et de l'autre les activités informelles mais un *continuum* du plus formel au plus informel. De même, il existe un *continuum* d'activités, des plus mobiles aux plus fixes dans l'espace, par exemple, du vendeur de journaux circulant entre les voitures au kiosque à journaux. Enfin, la vente peut se réaliser dans la rue, espace public au sens plein du terme, dans les couloirs des bus, espaces privés mais d'usage public, ou dans les espaces privés (immeubles, maisons, bureaux...). L'apport de cette modélisation est de sortir du dualisme, critiqué depuis l'émergence du terme « informel », et de proposer une grille de lecture du commerce informel, qui tienne compte de son hétérogénéité et de sa complexité, et qui intègre la question de l'espace, de son usage et de ses qualités. Comme le montrait déjà M. Santos en 1975*, en parlant des circuits supérieurs et inférieurs de l'économie urbaine dans les pays sous-développés, les rapports de complémentarité et de concurrence se développent entre les deux circuits, la complémentarité n'excluant pas la concurrence.

A. Les grandes étapes des recherches sur l'informel en Afrique

Dès les années 1950-1960, en l'absence de données fiables, les géographes quadrillent le territoire choisi, pour y inventorier les petits métiers du commerce et de l'artisanat, les frontières entre les deux activités étant floues (Lasserre, 1958* ; Vennetier, 1967*). Durant la décennie suivante, d'autres géographes francophones vont systématiser ces méthodes de terrain et les utiliser pour réaliser des atlas. Le plus abouti est sans doute l'*Atlas de Kinshasa* qui propose quelques planches sur ces activités informelles de rue (Flouriot, de Maximy et Pain, 1975*), en se voulant être un outil au service des aménageurs. Quelques années plus tard, deux géographes produiront un atlas de Lubumbashi sans oublier le commerce informel de rue (Bruneau et Pain, 1990*).

La tendance des géographes de cette période est à la monographie des principales villes africaines (Mérenne-Schoumaker, 1988* ; Bruneau et Kikombo, 1982*). Une publication de la Commission de Géographie du commerce du Comité National Français de Géographie permet d'avoir un aperçu de ces travaux des années 1980, où sont regroupés des articles sur Douala par G. Mainet, sur Lubumbashi par J.C. Bruneau, E. Raoul Matingou pour Brazzaville, avec une introduction de P. Vennetier (Pallier et Metton, 1991*). Ces contributions, qui renvoient aux travaux réalisés dans le cadre des thèses des différents auteurs, géographes européens, sont plus axées sur le commerce de centre-ville que P. Vennetier qualifie de « proche des pays développés dans ses structures » que sur le commerce informel qu'il a tendance à circonscrire, au sein des « quartiers populaires, aux marchés » et à leurs approches.

Des orientations nouvelles émergent, peu avant les années 1990, dans les analyses du secteur informel par les géographes, eu égard à une meilleure connaissance du terrain et aux nouvelles thématiques de recherches telles que la restauration de rue (Bricas et Seck, 2004 ; Zinsou-Klassou, 2007*), le développement partagé (Diop, Agassou et Nyassogbo, 1980* ; Igué, Fodouop et Aloko-N'Guéssan, 2010 ; Igué, Zinsou-Klassou, 2010) et la « débrouillardise » (Fodouop, 1996* ; Steck, 2006 ; Meissonnier, 2006* ; Fodouop, 2015). Ainsi, d'autres thématiques apparaissent depuis les années 2000 et font l'objet d'études originales qui donnent de nouvelles perspectives à la discipline : utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication dans l'informel (Bonjawa, 2011 ; Loukou, 2011), la géographie du genre (Diaz Olvera, Plat et Pochet, 2004 ; Dabié, 2010 ; Zinsou-Klassou, 2010), l'informel face à la mondialisation (Vircoulon, 2006* ; Bertencello et Bredeloup, 2009), le marché des produits de seconde main (Fodouop, 2011* ; Fodouop et Metton, 2011), etc.

B. Géographie et commerce informel en Amérique latine

La majorité des travaux sur le commerce informel en Amérique latine ont été réalisés, tout d'abord, par les anthropologues et les sociologues latino-américains, qui se sont intéressés dès les années 1960 aux migrations des populations indiennes vers les villes et à leurs pratiques commerciales, et par les économistes dans la mouvance des travaux sur

l'informel. Les historiens se sont également penchés sur ces activités, remontant aux régulations mises en place depuis la colonie espagnole pour organiser le commerce, de même que les politologues qui ont abordé les pratiques clientélistes et la corruption qui entourent souvent l'informel. Dans ce contexte, la géographie peut être considérée comme une discipline marginale dans l'étude du commerce de rue en Amérique latine bien que des travaux aient été effectués par des géographes anglo-saxons (Bromley, 1978* ; Jones et Varley, 1994* ; Bromley, 1998* ; Bromley et Mackie, 2014*) et dans le cadre d'un réseau de recherche latino-américain coordonné par le Centre d'Etudes Mexicaines et Centraméricaines, à Mexico. Ce réseau a donné lieu à plusieurs recherches sur diverses villes du continent mises en commun dans des publications pluridisciplinaires dans lesquelles les géographes ont une place importante : *Memoria del Seminario: El ambulante en la Ciudad de México* (Monnet, 2005*) ; numéro « Commerce et politiques publiques » de la revue *Trace* (2007*) ; numéro « Ambulante et métropolisation » de la revue électronique *Cybergéo* (Monnet, 2007). Enfin, il faut noter que de nombreuses monographies sur le commerce de rue ont été réalisées par des ONG latino-américaines de recherche-action.

II. DES APPROCHES RENOUVELÉES DU COMMERCE INFORMEL DANS LE CONTEXTE DES TRANSFORMATIONS URBAINES CONTEMPORAINES

Des études de géographie du commerce et de géographie urbaine ont mis en relation ces dernières années le commerce informel avec les transformations des villes.

Un premier courant s'intéresse au commerce informel, à ses représentations et à sa régulation par les pouvoirs publics dans les centres historiques, espaces en transformation ces dernières décennies. Dans le cas latino-américain, le processus de patrimonialisation des centres historiques, avec la reconnaissance de l'UNESCO notamment, à partir des années 1990 a entraîné la mise en place de grandes politiques de réorganisation du commerce de rue, impliquant son déplacement dans des marchés couverts, qui ont fait l'objet d'études spécifiques (Stamm, 2008a) ou dans le cadre de recherches centrées sur le patrimoine (Melé, 1998* ; Collin-Delavaud, 2000*). Ces

recherches sur la régulation du commerce de rue ont, plus récemment, été analysées en relation avec les politiques néolibérales qui touchent les centres des villes et les nouvelles formes d'exclusion qu'elles génèrent. À propos de ces dernières, J-F. Steck *et al.* (2013) sur les problématiques africaines traitent de la contradiction entre les impacts positifs sociaux et économiques du commerce de rue et les agendas locaux basés sur des politiques urbaines néo-modernistes (ville moderne et bien planifiée) où le commerce de rue n'a pas sa place. Les travaux de V. Crossa (2009*) sur les vendeurs de rue et la gouvernance urbaine de type entrepreneuriale à Mexico s'inscrivent dans cette même perspective. Ce type d'approche cristallise les débats autour des questions de politique de marginalité, exclusion, accès aux espaces publics et droit à la ville, ce qui rejoint d'autres travaux récents sur les déguerpissements (Blot et Spire, 2014*).

Un autre groupe de recherches aborde la relation entre le commerce informel et le phénomène de la métropolisation, qui se traduit notamment par une intensification des flux de personnes, de biens et de capitaux à l'échelle des métropoles et par une augmentation des mobilités quotidiennes individuelles. Les analyses des espaces de transport sont, à ce titre, intéressantes : J-F. Steck (2004*) propose une lecture de la gare routière de Yamoussoukro comme un territoire façonné par l'informel, réponse « par le bas » aux lacunes de l'urbanisme de la capitale ivoirienne ; J. Monnet, A. Giglia et G. Capron (2007*) observent en détail les manifestations du commerce informel dans les carrefours de Mexico. J. Monnet (2006a) développe la thèse selon laquelle le processus de métropolisation favoriserait le développement du commerce de rue. Les vendeurs créeraient et/ou exploiteraient des espaces de l'entre-deux causés par la métropolisation : les interstices de la mobilité (point de rupture de charge, feux rouges...), les interstices de la spatialité (entre différents espaces domicile/travail...) et les interstices de la formalité (tolérance des autorités...) pour profiter de nouveaux consommateurs : les consommateurs ambulants (Monnet et Staszak, 2008*). Cet auteur propose d'employer le néologisme « ambulantage », pour caractériser cette adaptation du commerce informel comme « un secteur de services (plus ou moins) ambulants destinés à des clients ambulants, ou bien, encore plus précisément, comme le secteur des services à la mobilité de clients ambulants dans un espace de circulation publique (y compris

dans l'espace des transports collectifs ou dans des espaces de statut privé comme des centres commerciaux, des hôpitaux, etc.) ». Exploitant ces espaces de l'entre-deux, les firmes multinationales ont développé le commerce ambulante comme nouveau canal de distribution, au Mexique et au Pérou notamment, profitant de ce mode de vente, rentable et hyperflexible (Stamm, 2008b). Ce phénomène peut également être analysé à partir de celui des territoires de l'attente, comme le proposent L. Parente Ribeiro et A. Musset (2015) dans une comparaison entre les vendeurs ambulants de Rio de Janeiro et de la frontière entre le Mexique et les États-Unis à Tijuana.

III. COMMERCE INFORMEL, GLOBALISATION, NTIC : DES CHAMPS À EXPLORER

Au-delà du contexte urbain et des expressions visibles du commerce informel, quelques travaux ont également été réalisés à une autre échelle, sur le commerce informel et la globalisation, à partir d'entrées comme la circulation des marchandises, la contrebande ou la contrefaçon. En effet, si les commerçants informels proposent des produits locaux ou fabriqués localement, de la cuisine locale ou des productions vivrières, une grande partie se consacre à la vente de produits manufacturés et souvent importés, qui se trouvent sur des étals dans d'autres pays du monde (Steck J.-F., 2006*). Cette insertion du commerce de rue dans des circuits commerciaux internationaux, qu'ils soient légaux ou illégaux, n'est pas nouvelle. En Amérique latine, une grande majorité des étals vendent aujourd'hui des produits fabriqués en Asie. Le commerce de rue s'adapte, par conséquent, aux changements économiques et aux échanges internationaux. Ces travaux permettent d'articuler les échelles et les territoires. L'étude de S. Alarcon (2008*), intitulée le « tianguis global » (nom donné au marché au Mexique), tout comme celles de J.-F. Steck (2007*) et de K. Zinsou-Klassou (2010) montrent comment le commerce informel, loin d'être seulement un phénomène ancré localement, répond également à des dynamiques globales.

Une dernière piste de recherche porte sur les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC), invitant à analyser leur rôle dans le développement et les mutations du commerce informel dans les pays du Nord, au

travers d'internet par exemple et des sites de vente de particulier à particulier, et du Sud, avec l'essor de la téléphonie mobile (Chéneau-Loquay, 2011).

IV. CONCLUSION

Si les premiers travaux de géographes réalisés entre 1950 et 1980, décrivent l'informel en lien avec le boom démographique qui est inversement proportionnel à la croissance économique des États du Sud, c'est au milieu des années 1980 que cette question a attiré l'attention de la recherche, en particulier sur l'Afrique et l'Amérique latine. Économistes, géographes et sociologues réalisent alors que l'émergence de l'économie informelle est une des manifestations les plus importantes de la crise socio-économique qui touche surtout les jeunes, diplômés ou non, ayant appris, ou non, un métier. L'absence de politiques viables, d'emploi, et l'endettement des états pauvres contribuent aussi à son développement. Depuis les années 2000, les travaux mettent l'accent sur la coexistence de l'informel et du formel et s'interrogent sur son avenir économique. Leur foisonnement depuis une vingtaine d'années rend ainsi difficile la présentation d'une synthèse. Toutefois, au travers de publications aussi diverses que variées, l'on peut montrer qu'elles balancent schématiquement entre deux pôles : d'un côté, ce qui fait peur ; de l'autre, ce qui rassure ou ce qui fait espérer. Au-delà de toutes ces considérations, les récentes études sur les vendeurs à la sauvette, sur les biffins et marchés informels d'objets de récupération (Association pour le Droit à l'Initiative Economique, 2008* ; Milliot, 2013*) ou le développement d'un commerce « souterrain », non déclaré, marginal, donc illégal, de particuliers à particuliers dans les pays du Nord confortent les chercheurs que l'informel n'est plus l'apanage des pays pauvres.

BIBLIOGRAPHIE

Tous les auteurs cités dans cet article figurent dans la bibliographie CNFG : <http://www.cnfg.fr> ; l'astérisque signale ceux qui ne sont pas repris ci-dessous.

Bertoncello, B. & Bredeloup, S. (2009). Chine-Afrique ou la valse des entrepreneurs-migrants. *Revue européenne des migrations internationales*, 25, 1, 45-70. <http://remi.revues.org/4881>
 Bonjawo, J. (2011). *Révolution numérique dans*

les pays en développement. L'exemple africain. Paris : Dunod. <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00879871/document>
 Bricas, N. & Seck, P.A. (2004). L'alimentation des villes du Sud : les raisons de craindre et d'espérer. *Cahiers Agricultures*, 13(1), 10-14. <https://hal.archives-ouvertes.fr/halshs-00127819/document>
 Chéneau-Loquay, A. (2011). Rôle joué par l'économie informelle dans l'appropriation des TIC en milieu urbain en Afrique de l'Ouest. *Les cahiers de NETSUDS* [En ligne], Sociétés africaines de l'information : illustrations sénégalaises, numéros en texte intégral, <http://revues.mshparisnord.org/netsuds/index.php?id=219>.
 Dabié, D.A.N. (2010). Les frontières nord de la Côte-d'Ivoire dans un contexte de crise. *Les Cahiers d'Outre-Mer*, 251, 461-483. <http://com.revues.org/6092> ; DOI : 10.4000/com.6092
 Diaz Olvera, L., Plat, D. & Pochet, P. (2004). Mobilités quotidiennes des femmes en Afrique subsaharienne. In Deneffe, S. (dir.), *Femmes et Villes* (p. 135-155). Tours : Presses Universitaires François Rabelais.
 Fodouop, K. (2011). *Le marché de la friperie vestimentaire au Cameroun*. Paris : L'Harmattan. www.esgae.org/mespages/txt-inclusion/rcg-14.pdf
 Fodouop, K. (2015). *Le Cameroun, Jardin sacré de la débrouillardise*. Paris : Éditions L'Harmattan, Collection Études africaines.
 François, S. (2004). Les vendeurs à la sauvette sur les parvis de la Tour Eiffel (observation). *Terrains & travaux* 2/2004, 7, 25-43. www.cairn.info/revue-terrains-et-travaux-2004-2-page-25.htm.
 Igoué, O.J., Fodouop, K. & Aloko-N'Guessan, J. (2010). *Maîtrise de l'espace et développement en Afrique*. Paris : Éditions Karthala.
 Igoué, O.J. & Zinsou-Klassou, K. (2010). Frontières, espaces de développement partagé. Paris : Éditions Karthala, Collection Maîtrise de l'espace et développement.
 Loukou, A.F. (2011). Les TIC au service du développement en Afrique. Simple slogan, illusion ou réalité ? *tic&société*, 5, 2-3. <https://ticetsociete.revues.org/1047>
 Monnet, J. (2006a). Le commerce de rue, ambulant ou informel et ses rapports avec la métropolisation : une ébauche de modélisation. *Autrepart* 3, 39, 93-109.
 Monnet, J. (2007). Ambulantage et métropolisation. *Cybergeo : European Journal of Geography*, Dossiers, Ambulantage et métropolisation. <http://cybergeo.revues.org/5565>
 Parente Ribeiro, L. & Musset, A. (2015). L'attente comme ressource : Les vendeurs ambulants de Rio de Janeiro et de Tijuana. In Vidal L., Musset, A. (dir.), *Les territoires de l'attente. Migrations et mobilités dans les Amériques (XIX^e-XXI^e siècle)*. Paris : Presses Universitaires de Rennes.
 Stamm, C. (2008a). Commerce de rue et politiques publiques dans les centres historiques. Expulsion,

- relocalisation et résistances à Mexico et Lima. *Autrepart*, 45, 91-104. <http://www.cairn.info/revue-autrepart-2008-1-page-91.htm>
- Stamm, C. (2008b). Firmes multinationales, commerce ambulant et mobilité à Mexico. *Espaces et sociétés*, 135 (numéro thématique sur le consommateur ambulant), 63-78.
- Steck, J.-F. (2006). Qu'est-ce que la transition urbaine ? Croissance urbaine, croissance des villes, croissance des besoins à travers l'exemple africain. *Revue d'économie financière*, Le financement de la ville, 86, 267-283. <http://www.jstor.org/stable/42904388>, Page Count: 17
- Steck, J.-F., Didier, S., Morange, M. & Rubin, M. (2013). Informality, public space and urban governance: an approach through street trading. Evidences from Abidjan, Cape Town, Johannesburg, Lomé and Nairobi. In Bekker, S., Fourchard, L. (dir.), *Governing Cities in Africa* (p. 145-168). Le Cap : Presses du HSRC.
- Zinsou-Klassou, K. (2010). Mobilités des revendeuses de vivriers et des acheteurs sur les marchés périphériques de Lomé. In Boquet, Y. & Desse, R-P. (Éds.) *Commerce et mobilités* (p. 231-244). Dijon : Éditions Universitaires de Dijon, Collection Sociétés.

Corrélat

Commerce et mondialisation, Commerce ambulant et marchés, Commerce et aménagement

Coordonnées des auteurs :

Caroline STAMM
 Universidad de Chile
 Département de Géographie
 Portugal 84, Santiago, Chili.
 cstamm@uchilefau.cl

Kossiwa ZINSOU-KLASSOU
 Université de Lomé
 Faculté des Sciences de l'Homme et de la Société
 Département de Géographie
 2 BP 20659 Lomé 2
 Résidence Universitaire, Togo
 damaguy2000@yahoo.fr

René-Paul DESSE
 Laboratoire Géoarchitecture (EA 2219)
 Université de Bretagne Occidentale
 Département de Géographie
 Faculté Victor Segalen
 20, rue Duquesne,
 CS 93 837, 29 238 Brest Cedex 03, France
 rene-paul.desse@univ-brest.fr